

APPEL À CANDIDATURES
Publication principale : Auteurs contributeurs

**Madrasas locales, fondations au Moyen-Orient et salafisme comme voies de radicalisation
dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest**

Date d'émission :

Date limite de dépôt des candidatures et instructions : Les candidatures doivent être reçues au plus tard le **3 Mai 2024**. Toutes les candidatures doivent être soumises par voie électronique à recapsecretariat@wanep.org avec pour objet "MP - Madrasas locales".

1. Introduction

Le projet RECAP (Research and Action for Peace), financé par l'Union européenne, est mis en œuvre par le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), le Danish Refugee Council (DRC) et le Stockholm International Peace Research Institut (SIPRI) dans 18 pays d'Afrique de l'Ouest et du bassin du lac Tchad¹. L'objectif global du projet est de renforcer le rôle de la société civile, y compris les praticiens et les chercheurs régionaux, nationaux et communautaires, dans la promotion d'une consolidation de la paix efficace, la gestion des crises et la prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad, afin de permettre aux décideurs politiques de prendre des décisions plus éclairées. Le présent appel est administré conjointement par WANEP, SIPRI et DRC.

L'une des principales activités de ce réseau entre 2024 et 2025 est la publication d'un ouvrage sur le thème "Madrasas locales, fondations du Moyen-Orient et salafisme comme voies de radicalisation dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest". Le présent appel à candidatures vise à décrire les missions et les tâches des auteurs contributeurs.

2. Raison d'être

WANEP, le DRC et le SIPRI sollicitent des propositions de recherche de la part des membres du réseau RECAP pour développer un chapitre en français, anglais ou portugais sur un sujet lié aux "Madrasas locales, fondations du Moyen-Orient et salafisme comme voies de radicalisation dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest".

2.1 Contexte

Le thème principal ("Madrasas locales, fondations du Moyen-Orient et salafisme comme voies de

¹ Les pays de la CEDEAO et le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie.

radicalisation dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest² ") découle du manque d'études sur la radicalisation par le biais de madrasas et d'écoles conventionnelles gérées par des organisations locales qui ont été financées par des fondations émanant du Moyen-Orient, notamment du Royaume d'Arabie saoudite.

En effet, peu d'efforts sont déployés pour comprendre comment les fondations, les organisations philanthropiques et les réseaux de Dawah peuvent contribuer à la propagation de positions canoniques puritaines et de visions théologiques extrémistes dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest. Il est donc nécessaire de déterminer le degré de contrôle que ces fondations exercent sur le contenu des programmes et les méthodes d'apprentissage des établissements d'enseignement qu'elles soutiennent financièrement. Il est également essentiel de comprendre le niveau de contrôle que l'État et ses agences de régulation exercent sur les programmes des madrasas et des écoles conventionnelles gérées par des organisations islamiques locales qui reçoivent des fonds et des parrainages des fondations du Moyen-Orient. En outre, il est essentiel d'analyser la manière dont ce financement peut aider la croissance du radicalisme parmi les écoliers dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.

2.2 Objectif de la consultation

A cette fin, WANEP, la RDC et le SIPRI sollicitent des candidatures de membres du réseau REcAP ou de membres potentiels du réseau REcAP pour produire un chapitre en français, anglais ou portugais qui présente une étude de cas spécifique à un des chaque pays sur **l'éducation comme voie vers la radicalisation dans les Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest.**

Plus précisément, le chapitre doit se concentrer sur les objectifs suivants :

- Examiner la nature et le mode de fonctionnement des madrasas et des écoles conventionnelles qui profitent de financement provenant de fondations étrangères, et particulièrement du Moyen-Orient, dans le système éducatif des États côtiers d'Afrique de l'Ouest.
- Évaluer la nature et les modalités de la réglementation et du contrôle de l'État sur les écoles de base et les madrasas locales, en particulier en ce qui concerne le contenu religieux de leur programme et de leur enseignement.
- Examiner les formes de contenu religieux dans les programmes des madrasas et des écoles gérées par des fondations étrangères, en prêtant attention à la question de l'endoctrinement, de la radicalisation et de la propagation de l'extrémisme par le biais de l'enseignement.
- Radicalisme, extrémisme et violence politique dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest.

Compte tenu de la brièveté du délai imparti pour cette mission, les chercheurs sont censés travailler sur un sujet qu'ils connaissent déjà.

3. Champ d'application et méthodologie

Le(s) chercheur(s) ou l'institution doit(vent) clarifier la question de recherche, la méthodologie, la portée géographique et le plan de travail dans la proposition, en indiquant comment les objectifs de la recherche seront atteints.

² République du Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia, Guinée, Guinée Bissau, Gambie, Sénégal et Nigeria.

L'étude doit être réalisée en français, en anglais ou en portugais et porter sur l'un des pays suivants : République du Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia, Guinée, Guinée-Bissau, Gambie, Sénégal ou Nigeria.

Le(s) chercheur(s) sera(ont) responsable(s) de la mise en œuvre de toutes les étapes de l'étude, de la conception de la méthodologie à la rédaction du chapitre final, en passant par l'examen des documents et la collecte de données sur le terrain si nécessaire. Le(s) chercheur(s) appliquera(ont) les normes de rigueur, de qualité et de professionnalisme les plus élevées.

Le(s) chercheur(s) effectuera(ont) les tâches suivantes :

- Réaliser une **analyse documentaire** basée sur la documentation existante (littérature scientifique et universitaire, rapports d'ONG) afin de fournir un résumé des connaissances actuelles sur le sujet.
- Si nécessaire, mener des **entretiens avec les principales parties prenantes**, en particulier les représentants des organisations locales en contact avec les populations touchées, y compris les représentants des institutions internationales et régionales telles que l'Union européenne, la CEDEAO, le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWAS), etc.
- Rédaction d'un **rapport préparatoire préliminaire** mettant en évidence : la définition de l'objet de l'étude ; la méthodologie de recherche et de collecte de données à utiliser sur le terrain ; l'approche méthodologique adoptée pour le traitement et l'analyse des données ; les résultats et les conclusions de la revue de la littérature. Il sera validé avec le comité scientifique dans le cadre du rapport de démarrage.
- **Rédiger la première version du chapitre** sur la base de l'analyse de l'étude documentaire et des données générées par le travail sur le terrain, le cas échéant.
- **Rédiger la version finale du chapitre**, en incluant les commentaires reçus du Comité scientifique REcAP et de l'UE FPI.
- Suivi de l'**édition et du processus de traduction**
- Participer aux réunions de suivi bihebdomadaires avec les corédacteurs et le groupe de travail.

Si un voyage est nécessaire, le(s) chercheur(s) ou l'institution sera(ont) responsable(s) de l'organisation du transport, de l'hébergement et de l'assurance, de l'obtention des visas et des autorisations de recherche appropriés pour leurs activités de recherche et de la constitution de provisions adéquates dans la proposition financière. Le(s) chercheur(s) ou l'institution est (sont) également responsable(s) de tout personnel ou sous-consultant qu'il(s) pourrai(en)t engager dans le cadre de cette mission. Le produit final de la recherche est soumis à la procédure interne d'examen et d'édition du REcAP, et le(s) chercheur(s) ou l'institution procédera(ont) à toutes les révisions nécessaires dans le cadre du contrat.

Sur la base d'une demande du secrétariat du projet REcAP et à condition que le produit final ne révèle pas d'informations susceptibles de mettre en danger une personne ou une organisation, le(s) chercheur(s) ou l'institution pourrait(ent) présenter une séance d'information sur les résultats au public, en ciblant les praticiens sur le terrain, les décideurs politiques et les partenaires financiers et techniques.

4. Résultats attendus et calendrier

Le(s) chercheur(s) ou l'institution soumettra(ont) les produits livrables suivants, comme indiqué ci-dessous et selon le calendrier proposé :

- Un chapitre en français, anglais ou portugais.

Le chapitre doit compter environ 5 000 mots ou 15 pages, à l'exclusion de la page de couverture, du résumé exécutif en français et en anglais (pas plus d'une page chacun), de la table des matières, de la liste des abréviations et acronymes, de la liste des références (simple interligne en Calibri 12) et des annexes. Les annexes doivent comprendre au moins la liste des personnes rencontrées/interviewées et tout autre outil ou élément nécessaire à l'évaluation de la méthodologie utilisée pour l'étude.

- Le(s) chercheur(s) fournira(ont) les résultats par e-mail au secrétariat du projet (recapsecretariat@wanep.org).
- Le(s) chercheur(s) pourrait(ent) être invité(s) à une réunion virtuelle avec le comité scientifique du REcAP pour discuter du contenu, y compris des revendications et des positions politiques, des arguments intellectuels et d'autres questions.

Résultats attendus	Description indicative	Délai maximum prévu
Rapport de démarrage	Réunion de démarrage avec le secrétariat du projet et/ou le comité scientifique pour clarifier les termes de référence. Le contenu comprendra les méthodes, les approches, les outils de recherche, le calendrier, les questions de recherche détaillées ainsi que les approches à adopter pour superviser et soutenir les experts des pays.	5 jours ouvrables après la signature du contrat
<i>Commentaires</i>	<i>Commentaires et réactions du secrétariat du projet ou du comité scientifique</i>	<i>2 jours ouvrables</i>
Projet de chapitre	Recherche documentaire, réunions de travail et analyse. Le chapitre contenant une analyse approfondie de la situation, les principales conclusions et les recommandations orientées vers l'action est présenté au Comité scientifique du REcAP. Le chercheur peut être invité à une réunion virtuelle avec le Comité scientifique du REcAP et le FPI de l'UE pour discuter des résultats.	20 jours ouvrables
<i>Commentaires</i>	<i>Commentaires et réactions du Forum de Stockholm, du comité scientifique et/ou de l'IPF de l'UE</i>	<i>5 jours ouvrables</i>
Chapitre final	Version finale tenant compte des commentaires et des réactions du comité scientifique et/ou de l'IPF de l'UE.	5 jours ouvrables

5. Durée de la mission et calendrier de paiement

- La mission est prévue pour une durée de 30 jours ouvrables sur une période maximale de huit (8) mois à compter de la date de signature du contrat.

- Le budget maximum disponible par chapitre est de cinq mille euros (5 000 EUR).
- Le calendrier des paiements est le suivant :

Paiements échelonnés	Description indicative	%
Première tranche	Après approbation du rapport initial	30%
Dernière tranche	Après approbation de la version finale	70%

6. Qualifications

Les chercheurs intéressés doivent posséder les qualifications suivantes :

- Etre membre ou futur membre du réseau REcAP.
- Être titulaire d'un master ou d'un doctorat dans un domaine pertinent.
- Au moins 3 ans d'expérience de recherche dans le domaine de la radicalisation et de la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest
- Excellente maîtrise du français, de l'anglais ou du portugais (parlé, lu et écrit)
- Maîtrise de l'anglais (parlé, lu et écrit)
- Les femmes chercheurs sont vivement encouragées à poser leur candidature.

7. Application

Les chercheurs intéressés doivent soumettre les documents suivants au Secrétariat du projet REcAP (recapsecretariat@wanep.org) avant **23:59 GMT le 3 May 2024** :

- une **proposition technique narrative** démontrant la capacité technique et opérationnelle du/des chercheur(s) ou de l'institution et de son équipe à mener à bien la mission dans les délais impartis, avec un curriculum vitae actualisé de l'expert principal et l'approche et la méthodologie globales avec le calendrier proposé. Si vous prévoyez de travailler avec d'autres collègues, décrivez leur rôle, leur niveau de connaissance et la manière dont leur expérience est liée et bénéfique. Décrivez le plan général de dotation en personnel pour le projet.
- Un exemple de **travail publié** sur un sujet lié à la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.
- une **proposition financière** détaillant le nombre estimé de jours de travail et le taux d'honoraires par expert mobilisé, les frais de transport et de séjour (en cas de mission) et les autres frais remboursables nécessaires à l'accomplissement de la mission. Le montant de la TVA/de l'impôt indirect, le cas échéant, doit être indiqué séparément. L'achat de téléphones portables ou d'ordinateurs n'est pas éligible. Le projet finançant cette recherche étant financé par l'Union européenne, la proposition financière doit être libellée en euros (EUR).

Seules les personnes présélectionnées seront contactées.

8. Critères d'évaluation des propositions de recherche

Les critères suivants seront utilisés par le comité scientifique pour évaluer les propositions de

recherche :

No n.	Critères	Max. Score
1	Formation : Master ou doctorat dans un domaine pertinent ;	10
2	Langues : Excellente maîtrise du français, de l'anglais ou du portugais (parlé, lu et écrit). Maîtrise de l'anglais (parlé, lu et écrit).	10
3	Expérience de la recherche : Au moins 3 ans de recherche. Familiarité et connaissance du sujet/thème sélectionné et preuve d'une expérience de recherche antérieure dans le thème/thème sélectionné.	20
4	Pertinence de la proposition narrative technique : La proposition de recherche répond-elle à l'objectif de la recherche ? Les objectifs et les questions de recherche sont-ils bien construits et faciles à comprendre ? Correspondent-ils à la problématique de la recherche ?	25
5	Méthodologie : Solidité technique et qualité de la méthodologie proposée, y compris la compréhension de la mission et le caractère innovant de l'approche adoptée pour la mener à bien.	25
6	Qualité générale de la proposition : le degré de conformité de la proposition avec les lignes directrices de la candidature et sa qualité (table des matières, organisation, pagination, taille des marges et des caractères, présentation efficace des idées, références, vitae bien préparé, etc.)	10